

Statistique, développement et démocratie

Yves Franchet¹

¹ Ancien Directeur Général d'EUROSTAT.

Il y a à peu près trois décennies, le service de coopération de l'INSEE décidait de lancer une nouvelle revue appelée STATECO. Son objectif était de promouvoir les échanges d'expériences entre producteurs et utilisateurs de statistiques des pays du Tiers Monde, et s'adressait à tous les économistes, statisticiens, chercheurs intéressés par ce sujet.

STATECO atteint aujourd'hui son 100^e numéro, ce qui est l'occasion de faire le point sur l'objet de son activité.

Au cours de ces trois décennies, le monde s'est profondément transformé. D'un certain côté il s'est unifié sous l'influence d'un capitalisme de marché dominant et amplifié par la progression fulgurante des technologies de l'information.

D'un autre côté, il s'est diversifié, les pays ne bénéficiant ni d'économies de marché ni de technologies de l'information prenant un retard accru par rapport aux autres, et l'écart entre riches et pauvres s'accroissant aussi fortement dans certains pays en évolution rapide.

L'intégration européenne s'est fortement accélérée au cours de la période, à la fois pour le champ des secteurs concernés et le nombre de pays impliqués. La création d'une monnaie unique pour 11 pays membres a certainement été l'élément le plus marquant de cette accélération.

La relation entre statistique, développement et démocratie est biunivoque : la mise en œuvre et le suivi de plans de développement sont de grands utilisateurs de statistiques, et conduisent à leur expansion, et le débat démocratique engendre une demande de statistiques crédibles et indépendantes pour assurer son bon déroulement.

Inversement l'existence de statistiques est une précondition du développement et de la démocratie. Comme l'a dit le physicien Niels Bohr « Rien n'existe tant qu'il n'a pas été mesuré ». L'existence de statistiques permet d'envisager quel type de développement est nécessaire, et ses priorités. Elle assure qu'un début de dialogue social et de démocratie puisse exister.

Les évolutions rapides du monde au cours des trois dernières décennies se sont traduites par une forte modification dans la demande statistique, en raison notamment de la relation entre statistiques, développement et démocratie.

C'est en Europe que la statistique s'est le plus fortement modifiée. En raison de l'intégration et de l'expansion de l'Union Européenne, une forte demande de statistiques strictement comparables s'est rapidement développée à partir du début des années 80 dans les secteurs économique, financier, social et environnemental. Cette demande a concerné les pays membres de l'Union européenne, les pays candidats à cette Union, les grands pays ou groupes de pays partenaires –tels que Chine, Russie, pays méditerranéens, pays du Mercosur.

Dans chaque négociation entre l'Union Européenne et des pays tiers, la statistique fait toujours partie des secteurs prioritaires de coopération. Les partenaires de la négociation en attendent une information indépendante et fiable sur laquelle fonder leurs négociations politiques.

Cette demande a conduit les systèmes statistiques des pays membres de l'Union Européenne à se constituer en réseau -« le Système statistique européen »-, et à une forte croissance des activités de coopération entre ce réseau et les pays tiers associés.

L'existence d'une zone euro comparable à la zone dollar a donné lieu également à une révolution dans la production de statistiques infra-annuelles de la zone euro, qui ont dû s'aligner sur les fréquences et la rapidité des statistiques américaines afin de permettre un fonctionnement adéquat de la politique monétaire de la zone et des marchés financiers.

Enfin, le bon fonctionnement du marché européen et du débat démocratique dans les 25 pays membres a conduit à transférer la majorité des publications statistiques sur internet, seul moyen permettant d'assurer rapidité de diffusion et égalité de traitement pour tous les utilisateurs.

Cette évolution a trouvé un écho au niveau mondial où les travaux statistiques européens ont joué un rôle catalyseur important dans la progression des normes statistiques internationales. Il faut noter à ce niveau l'importance accrue attachée à la qualité des statistiques pour les nouveaux membres de l'Organisation Mondiale du Commerce –e.g. la Chine –, et le lancement de « standards de qualité » pour les statistiques par le FMI, repris par l'OCDE.

Un autre volet important concerne les pays et les secteurs qui n'ont pas été au centre des transformations rapides des dernières décennies, et où les systèmes statistiques ne peuvent s'accrocher ni à une demande du marché, ni au bon fonctionnement de régimes démocratiques. Cette situation concerne malheureusement beaucoup de pays africains.

Des efforts particuliers ont été réalisés pour assurer un développement minimum d'un appareil statistique qui ne serve pas seulement les besoins des organisations internationales et des pays créanciers, mais réponde aux besoins des acteurs économiques et sociaux nationaux.

Parmi les actions essentielles entreprises au cours de ces décennies, quatre me paraissent à la fois significatives et importantes :

- la création d'AFRISTAT à Bamako, centre de coordination régional pour la coopération statistique. Sous la direction de Lamine Diop à partir de sa création puis de Martin Balepa depuis 2004, ce centre a réussi le pari d'améliorer la qualité des méthodes et des données statistiques dans de nombreux secteurs et de nombreux pays ;
- la création de PARIS21, où un consortium de pays donateurs aide les pays les plus démunis à

se doter d'un appareil statistique permanent et servant à la fois les besoins des décideurs locaux et internationaux ;

- la création de DIAL, centre de recherche pour améliorer la connaissance du fonctionnement du secteur informel et de son rôle dans l'économie, ainsi que des méthodes statistiques permettant une mesure plus rapide et légère des niveaux de pauvreté – e.g. enquêtes 1-2-3.
- le lancement par les Nations Unies de l'Initiative Globale de développement pour le millénaire avec la définition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Il faut malheureusement noter aussi les difficultés rencontrées dans les écoles de statistique africaines en raison de guerres civiles, notamment au Ruanda et en Côte d'Ivoire, alors que la formation de statisticiens à tous les niveaux demeure une activité essentielle pour assurer le développement de la statistique.

Que vont nous apporter les prochaines décennies dans le domaine statistique ? Il est probable que l'intégration mondiale va continuer à progresser sous l'influence des technologies de l'information. Nous ne voyons aujourd'hui que le début de leur influence sur la restructuration mondiale de la production et des échanges.

Ces technologies sont pour la statistique une immense opportunité, et en même temps une forte menace si la production et la diffusion des statistiques ne se remet pas en cause radicalement pour répondre aux besoins d'un monde en changement rapide et constant.

Parmi les opportunités, je citerai la possibilité croissante de rendre compte d'une façon indépendante et universelle de l'état de santé de nos sociétés à partir d'indicateurs disponibles pour tous et permettant un débat démocratique plus intense.

STATECO a pendant toute son existence été très actif pour promouvoir l'échange d'expériences, entre chercheurs, statisticiens et praticiens du développement, du Nord et du Sud, remplissant ainsi le mandat qui lui avait été confié initialement. Dans notre monde en mouvement, le champ à explorer reste vaste.

Je lui souhaite de longues années de succès dans ce domaine essentiel au bon fonctionnement des sociétés concerné